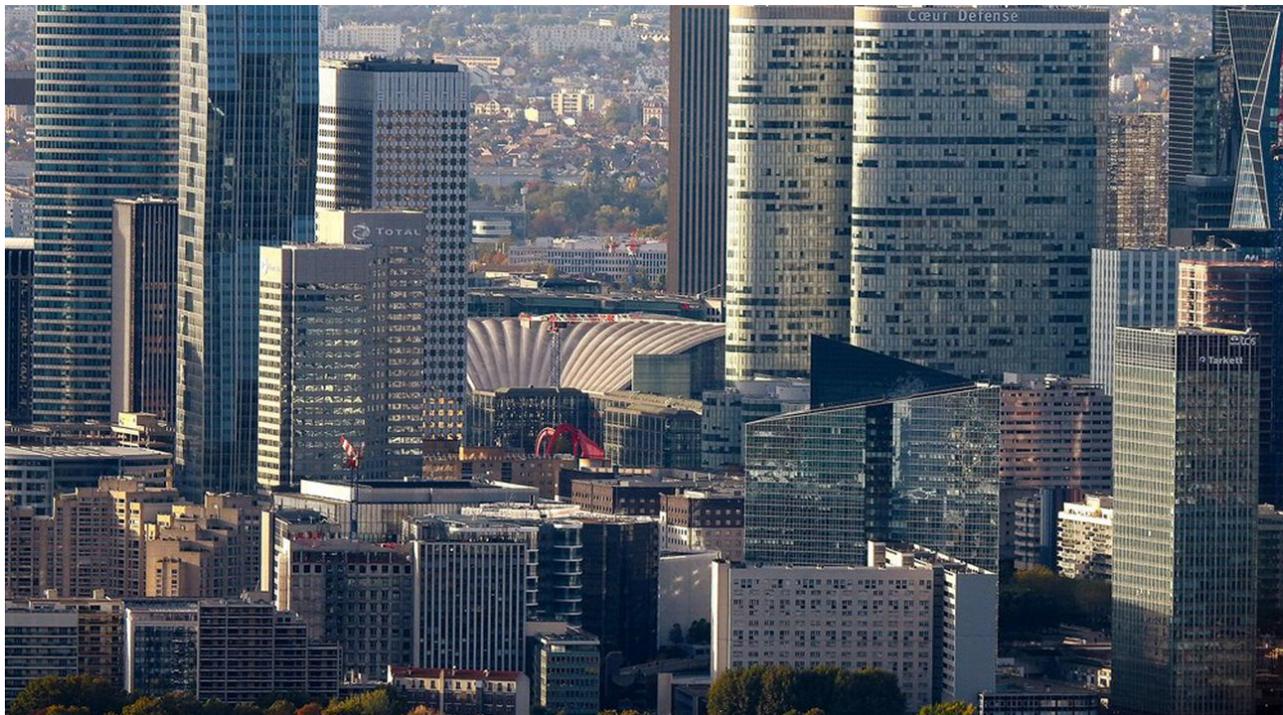


Entreprises : le grand défi de la reprise

E lesechos.fr/industrie-services/services-conseils/entreprises-le-grand-defi-de-la-reprise-1319221

31 mai 2021



Par Julien Dupont-Calbo, Sharon Wajsbrot

Publié le 31 mai 2021 à 7:01 Mis à jour le 31 mai 2021 à 7:14

C'est qu'il ne faudrait pas voir partir les trains sans pouvoir monter à bord. A l'heure où la reprise mondiale se précipite et où les positions au sein du « nouveau monde » se jouent, les entreprises françaises doivent relever le gant et affronter de nombreuses et épineuses problématiques. Le spectaculaire blocage du transport maritime à cause d'un gigantesque cargo échoué au beau milieu du canal de Suez n'étant qu'un épiphénomène à cet égard.

« Le leitmotiv de l'année, c'est la disponibilité de notre offre, tranche le patron d'un grand groupe international, dans les derniers étages d'une tour à La Défense. J'ai demandé à mes équipes de tout faire pour pouvoir répondre aux commandes des clients, quitte à gonfler les stocks ou à embaucher largement ». Le quoiqu'il en coûte version secteur privé, en somme.

Des boulevards à prendre

Le jeu semble en valoir la chandelle : le commerce mondial de biens et services en volume devrait rebondir cette année de 7,9 % en volume selon le spécialiste de l'assurance crédit Euler Hermes, qui estime que les exportateurs français pourraient profiter d'une demande additionnelle de 59 milliards en 2020 - notamment en Allemagne et aux Etats-Unis, en particulier dans le domaine des transports, de la santé et de

l'agroalimentaire. C'est sans doute ces perspectives qui font saliver les industriels de l'alimentation de l'Hexagone, dont le moral est au plus haut depuis 2007, selon la dernière enquête de l'Insee.

Encore faut-il être en ordre de bataille pour pouvoir prétendre bénéficier de ce boulevard, alors que les directions - qu'il s'agisse d'une grosse multinationale, d'une belle ETI ou d'une jolie PME-, se retrouvent souvent confrontées aux mêmes défis. La plupart, par exemple, sont en train de finaliser ou de mettre en place leurs nouveaux accords sur le télétravail - puisqu'un retour total en arrière en la matière semble impossible et que le gouvernement relâche les contraintes sanitaires sur le sujet . C'est le cas chez PSA, qu'on appelle désormais Stellantis, AstraZeneca, Editis, à la BNP ou même aux « Echos ». L'exercice n'est pas simple, de nouvelles habitudes ayant été prises pendant la crise sanitaire.

Lire aussi :

ENQUETE Cette « guerre des stocks » qui frappe l'industrie en plein rebond

Plus ennuyeux encore, la question des pénuries, lancinante depuis des mois, tant les stocks sont bas. La situation interpelle même les experts de la Banque de France, qui ont vu les chefs d'entreprise évoquer en long en large et en travers le problème lors de leur dernière enquête de conjoncture : quelque 27 % des capitaines d'industrie interrogés ont abordé spontanément les difficultés d'approvisionnement, contre 3 % environ en temps normal.

La guerre des stocks

« Aujourd'hui, nous avons encore des conteneurs bloqués dans les ports, cela crée des problèmes logistiques. Ces tensions sont conjoncturelles, il y avait des capacités de production avant la crise, il n'y a pas eu beaucoup de faillites ni de fermetures d'usines pour le moment, on devrait donc les retrouver très bientôt », espère Alessandro Dazza, le directeur général d'Imerys

Le patron du spécialiste des minéraux industriels ne peut que constater la flambée des prix des conteneurs et celle des matières premières. « On observe une très forte inflation dans tout ce qui tourne autour de l'énergie, de la chimie ou de la logistique. Sur une année, nos coûts ont donc augmenté d'une façon significative. Mais nous sommes partiellement protégés face à ce phénomène car nos clients acceptent de payer des coûts supplémentaires. Dans le contexte actuel, l'important pour eux est d'être livrés quoiqu'il arrive », explique-t-il.

Lire aussi :

Conteneurs, semi-conducteurs, matières premières... : les entreprises confrontées à une explosion des coûts

Pour certains, cette inflation générale n'est pas si facile à digérer, et peut même mettre les projets sur le reculoir - chez les spécialistes de l'énergie solaire, par exemple. « Des panneaux solaires standards à 18 centimes peuvent désormais être vendus 20 centimes. Cela fait environ 10 % de hausse. Sur des projets de grande taille, cela peut devenir significatif, d'autant que les développeurs ne peuvent pas forcément sécuriser tout leur approvisionnement dès qu'ils répondent à un appel d'offres », explique Antoine Huard, directeur du développement de la Générale du Solaire. « Avec 10 %, voire 15 % de hausse des prix vous avez vite mangé votre marge sur des petits chantiers », confirme Hervé Lucas, responsable de la construction et de l'exploitation chez CVE.

Cette tension sur les marges intervient alors que les finances ont durement été éprouvées par les différents confinements et que nombre d'entreprises devront tôt ou tard rembourser leurs prêts garantis par l'Etat . Rien que pour les grands groupes, cette dette extraordinaire ne représente pas moins de 17 milliards d'euros... C'est dans ce maelström que doivent naviguer les entreprises - qui ont bien compris que certains trains devaient partir à l'heure pour éviter de voir la concurrence franchir l'horizon.

Lire aussi :

Notre sélection d'articles

[Automobile : Stellantis va résilier tous ses contrats de concession en Europe](#)

[Engie : trois choses à savoir sur Catherine MacGregor, la nouvelle patronne du groupe](#)

[FDJ : l'Etat va attribuer 2,5 millions à 3 millions d'actions gratuites](#)

[Le train autonome de la SNCF franchit une nouvelle étape](#)